



Conseil

Distr. limitée
3 mai 2010
Français
Original : anglais

Seizième session

Kingston (Jamaïque)

26 avril-7 mai 2010

Projet de décision du Conseil de l'Autorité internationale des fonds marins tendant à demander un avis consultatif conformément à l'article 191 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer

Le Conseil de l'Autorité internationale des fonds marins,

Ayant examiné la proposition que lui a présentée la République de Nauru à la seizième session de l'Autorité internationale des fonds marins pour demander un avis consultatif à la Chambre pour le règlement des différends relatifs aux fonds marins du Tribunal international du droit de la mer en ce qui concerne la responsabilité et les obligations de l'État qui patronne une entité¹,

Décide, conformément à l'article 191 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, de demander à la Chambre pour le règlement des différends relatifs aux fonds marins du Tribunal international du droit de la mer, en application de l'article 131 du Règlement dudit tribunal², de rendre un avis consultatif sur les questions suivantes :

1. Quelles sont les responsabilités et obligations juridiques des États parties à la Convention qui patronnent des activités dans la Zone en application de la partie XI de la Convention?
2. Dans quelle mesure la responsabilité d'un État partie est-elle engagée à raison de tout manquement aux dispositions de la partie XI de la Convention de la part d'une entité qu'il a patronnée en vertu de l'article 153, paragraphe 2 b), de la Convention?
3. Quelles sont les mesures nécessaires et appropriées qu'un État partie doit prendre pour s'acquitter de la responsabilité qui lui incombe en application de l'article 139 de la Convention et de l'article 4 de l'annexe III à la Convention?

156^e séance
4 mai 2010

¹ ISBA/16/C/6.

² ITLOS/8, 17 mars 2009.



